

Les conditions de crise créent pour les réformistes les plus grandes difficultés, en premier lieu dans le domaine syndical. C'est pourquoi ils ont tellement besoin de s'abriter sur leur flanc gauche ; ce sont les courtiers de l'unité qui leur offrent cet abri. Démasquer le travail scissionniste des réformistes et le parasitisme des monattistes est actuellement une des tâches très importantes et indispensables. Le mot d'ordre du congrès d'unité peut bien contribuer à la solution de cette tâche. Lorsque les monattistes parlent de l'unité, ils dirigent ce mot d'ordre contre les communistes ; lorsque la C.G.T.U. proposera elle-même une voie à l'unité, elle portera un coup mortel aux monattistes et affaiblira les réformistes. N'est-ce vraiment pas clair ?

Il est vrai que nous savons d'avance que, grâce à la résistance des réformistes, le mot d'ordre d'unité ne donnera pas actuellement les grands résultats qu'on aurait obtenu dans le cas d'une véritable unité des organisations syndicales. Mais un résultat plus restreint, à condition d'une juste politique des communistes, sera sans doute atteint. Les larges masses ouvrières verront, en réalité, qui est pour l'unité, qui est contre, et se convaincront qu'on a aucun besoin du service des courtiers. Il n'y a aucun doute qu'en fin de compte les monattistes seront réduits à néant, la C.G.T.U. se sentira plus forte, et la C.G.T. plus faible et plus instable.

Mais s'il en est ainsi, la chose se réduirait donc non plus à la réalisation d'une unité effective, mais seulement à une manœuvre ? Cette objection ne peut pas nous effrayer. C'est ainsi notamment que les réformistes apprécient toute notre politique de F.U. : ils déclarent que nos propositions sont une manœuvre, uniquement parce que eux-même ne veulent pas mener la lutte.

Il serait tout à fait faux de faire une différence principale quelconque entre la politique du F.U. et celle de la fusion des organisations syndicales. Pourvu que les communistes gardent la pleine indépendance de leur parti, de leur fraction dans les syndicats et de toute leur politique, la fusion des confédérations n'est autre chose qu'une forme de la politique de F.U., forme plus prolongée, plus large. En rejetant notre proposition, les réformistes la transforment en une « manœuvre ». Mais de notre part, c'est une manœuvre légitime et indispensable, ce sont de telles manœuvres qui instruisent les masses ouvrières.

La C.E. de la Ligue, nous le répétons encore une fois, a tout à fait raison lorsqu'elle répète instamment qu'on ne peut pas ajourner l'unité d'action jusqu'à l'unification des organisations syndicales. Cette pensée doit être comme auparavant développée, expliquée et appliquée pratiquement. Mais cela n'exclut pas le devoir de poser hardiment à un moment déterminé, bien choisi, la question de la fusion des confédérations (ou même des fédérations particulières).

Toute la question consiste à savoir si la direction communiste est maintenant capable d'effectuer une manœuvre aussi hardie. L'avenir le démontrera. Mais si le parti et la direction de la C.G.T.U. refusent aujourd'hui de donner suite au conseil de la Ligue — ce qui est plus que probable — il se peut bien qu'ils